

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTRE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

CABINET DU MINISTRE



BP 34430 Yaoundé
Tel +237 22234959
www.minfoc.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

MINISTER'S OFFICE

DECISION N° 0064/D/MINFOR/CAB du 07 FEV 2024

Portant suspension provisoire de la forêt communautaire du GIC ABENG AYEM-MEDJANVOUNI

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE,

- COPIE**
- Vu la Constitution ;
 - Vu la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ;
 - Vu le décret n° 95/531 du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ;
 - Vu le décret n° 2005/99 du 06 avril 2005 portant organisation du Ministère des Forêts et de la Faune, modifié et complété par le décret n° 2005/495 du 31 décembre 2005 ;
 - Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
 - Vu le décret n° 2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement ;
 - Vu les dossiers contentieux ouverts à l'encontre de la Forêt communautaire du GIC ABENG

DECIDE :

Article 1^{er} : En application des dispositions combinées des articles 65 de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, et 130 du décret n° 95/531 du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts,

Est suspendue, pour compter de la date de signature de la présente décision, pour une durée de trois (03) mois, **la Forêt Communautaire** attribuée au **GIC ABENG**, Arrondissement de Yoko, Département du Mbam et Kim, Région du Centre, reconnue coupable de :

- Exploitation forestière non-autorisée dans une forêt du domaine national ;
- Fraude sur les documents émis par l'administration chargée des forêts.

Article 2 : La présente suspension ne sera levée qu'après règlement définitif des contentieux ouverts à l'encontre du contrevenant. Elle emporte :

- l'arrêt des activités d'exploitation forestières dans ce titre ;
- la non délivrance des documents sécurisés pour ce titre et le retrait de ceux déjà attribués.

Article 3 : Le retrait définitif dudit titre sera prononcé de plein droit, en cas de non levée de la suspension après un délai de six (6) mois, ou dans l'un des cas suivants :

- poursuite des activités après la notification de la suspension ;
- constat d'une nouvelle infraction à l'encontre du mis en cause, au cours des douze (12) mois suivant la commission d'une seconde infraction ayant entraîné sa suspension.

Article 4 : Le Directeur des Forêts, le Directeur de la Promotion et de la Transformation, le Chef de la Brigade Nationale des Opérations de Contrôle, le Délégué Régional des Forêts et de la Faune du Centre et le Délégué Départemental des Forêts et de la Faune du Mbam et Kim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé le

07 FEV 2024

Le Ministre des Forêts et de la Faune



AMPLIATIONS :

- MINFOP/DF-Pool SIGIF2/DPT/BNG/CJ
- DRFOF-Centre
- DD MINFOP/Mbam et Kim
- PCFC/Yoko
- Intéressé(e)
- Archives/Chronos.

REPUBLICUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

CABINET DU MINISTRE



P.O. Box 34430 Yaoundé

Tel +237 22234959

www.minfof.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

MINISTER'S OFFICE

DECISION No. 0064

D/MINFOR/CAB of

07 FEB 2024

**To temporarily suspend the activities of GIC ABENG AYEM-MEDJANVOUNI
Community Forest.**

THE MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE,

COPIE

Mindful of the Constitution;
Mindful of Law No. 94/01 of 20 January 1994 to lay down Forestry, Wildlife and Fisheries Regulations;
Mindful of Decree No. 95/531/PM of 23 August 1995 to lay down the conditions for the enforcement of Forestry Regulations;
Mindful of Decree No. 2005/099 of 6 April 2005 to organise the Ministry of Forestry and Wildlife, as amended and supplemented by Decree No. 2005/495 of 31 December 2005;
Mindful of Decree No. 2011/409 of 9 December 2011 to organise the Government, as amended and supplemented by Decree No. 2018/190 of 2 March 2018;
Mindful of Decree No. 2018/191 of 2 March 2018 to re-organise the Government;
Mindful of the litigation pending against GIC ABENG Community Forest.

HEREBY DECIDES AS FOLLOWS:

Article 1: Pursuant to combined provisions under Article 65 of Law No. 94/01 of 20 January 1994 to lay down Forestry, and under Articles 130, 131, 132 and 133 of Decree No. 95/531 of 23 August 1995 to lay down terms and conditions for the enforcement of Forest Regulations, the activities of **GIC ABENG Community Forest** located in Yoko Subdivision, Mbam and Kim Division, Centre Region, are with effect from the date of signature of this Decision, suspended for 3 (three) months, for:

- Unauthorised logging in a national forest estate ;
- Forgery of document issued by the administration in charge of Forestry.

Article 2: This suspension shall be lifted only after the litigation pending against the aforementioned company must has been settled. This entails:

- A stop to logging activities under this title;
- A non-issuance of secured document under this title and withdrawal of those already issued.

Article 3: The company's logging licence shall be finally withdrawn as of right, in the event the suspension is not lifted within a period of 6 (six) months, or in one of the following cases:

- Pursuing activities after the suspension decision;
- Committing a new offence within 12 (twelve) months following the previous offence that led to the suspension.

Article 4: The Director of Forestry, the Director for the Promotion and Processing of Forest Products, the Head of the National Control Brigade, the Regional Delegate of Forestry and Wildlife for the Center Region and the Divisional Delegate of Forestry and Wildlife for the MBAM and KIM Division, shall, each in their respective spheres, be responsible for the enforcement of this Decision, which shall be registered and published as and where necessary.

Yaoundé, 07 FEB 2024



Copie :

- MINFOF/DF-Pool SIGIF2/DPT/BNC/CJ
- DRFOF-Center
- DD MINFOF/Mbam and Kim
- PCFC/YOKO
- Concerned
- Chronos Files.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

CABINET DU MINISTRE



BP 34430 Yaoundé
Tel +237 22234959
www.minfof.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

MINISTER'S OFFICE

DECISION N° 0065 /D/MINFOR/CAB du 07 FEV 2024

**Portant suspension provisoire de la forêt communautaire du GIC ACTION
PARTICIPATIVE POUR L'ESSOR DE DONGA (APED)**

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE,

- COPIE**
- Vu la Constitution ;
 - Vu la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ;
 - Vu le décret n° 95/531 du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ;
 - Vu le décret n° 2005/99 du 06 avril 2005 portant organisation du Ministère des Forêts et de la Faune, modifié et complété par le décret n° 2005/495 du 31 décembre 2005 ;
 - Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
 - Vu le décret n° 2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement ;
 - Vu les dossiers contentieux ouverts à l'encontre de la Forêt communautaire du GIC APED

DECIDE :

Article 1^{er} : En application des dispositions combinées des articles 65 de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche, et 130 du décret n° 95/531 du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts,

Est suspendue, pour compter de la date de signature de la présente décision, pour une durée de trois (03) mois, **la Forêt Communautaire** attribuée au **GIC APED**, Arrondissement de Yoko, Département du Mbam et Kim, Région du Centre, reconnue coupable de :

- Exploitation forestière non-autorisée dans une forêt du domaine national ;
- Fraude sur les documents émis par l'administration chargée des forêts.

Article 2 : La présente suspension ne sera levée qu'après règlement définitif des contentieux ouverts à l'encontre du contrevenant. Elle emporte :

- l'arrêt des activités d'exploitation forestières dans ce titre ;
- la non délivrance des documents sécurisés pour ce titre et le retrait de ceux déjà attribués.

Article 3 : Le retrait définitif dudit titre sera prononcé de plein droit, en cas de non levée de la suspension après un délai de six (6) mois, ou dans l'un des cas suivants :

- poursuite des activités après la notification de la suspension ;
- constat d'une nouvelle infraction à l'encontre du mis en cause, au cours des douze (12) mois suivant la commission d'une seconde infraction ayant entraîné sa suspension.

Article 4 : Le Directeur des Forêts, le Directeur de la Promotion et de la Transformation, le Chef de la Brigade Nationale des Opérations de Contrôle, le Délégué Régional des Forêts et de la Faune du Centre et le Délégué Départemental des Forêts et de la Faune du MBAM et KIM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Yaoundé le

07 FEV 2024

Le Ministre des Forêts et de la Faune



AMPLIATIONS :

- MINFOF/DF-Pool SIGIF2/DPT/BNC/CJ
- DRFOF-Centre
- DDFOF/Mbam et Kim
- PCFC/YOKO
- Intéressé(e)
- Archives/Chronos.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

CABINET DU MINISTRE



P.O. Box 34430 Yaoundé

Tel +237 22234959

www.minfoc.cm

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

MINISTER'S OFFICE

DECISION No. 0065 D/MINFOF/CAB of 07 FEB 2024

To temporarily suspend the activities of GIC ACTION PARTICIPATIVE POUR
L'ESSOR DE DONGA (APED) Community Forest.

THE MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE,

COPIE

Mindful of the Constitution;
Mindful of Law No. 94/01 of 20 January 1994 to lay down Forestry, Wildlife and Fisheries Regulations;
Mindful of Decree No. 95/531/PM of 23 August 1995 to lay down the conditions for the enforcement of Forestry Regulations;
Mindful of Decree No. 2005/099 of 6 April 2005 to organise the Ministry of Forestry and Wildlife, as amended and supplemented by Decree No. 2005/495 of 31 December 2005;
Mindful of Decree No. 2011/409 of 9 December 2011 to organise the Government, as amended and supplemented by Decree No. 2018/190 of 2 March 2018;
Mindful of Decree No. 2018/191 of 2 March 2018 to re-organise the Government;
Mindful of the litigation pending against GIC APED Community Forest.

HEREBY DECIDES AS FOLLOWS:

Article 1: Pursuant to combined provisions under Article 65 of Law No. 94/01 of 20 January 1994 to lay down Forestry, and under Articles 130, 131, 132 and 133 of Decree No. 95/531 of 23 August 1995 to lay down terms and conditions for the enforcement of Forest Regulations, the activities of **GIC APED Community Forest**, located in Yoko Subdivision, MBAM and KIM Division, Centre Region, are with effect from the date of signature of this Decision, suspended for 3 (three) months, for:

- Unauthorised logging in a national forest estate ;
- Forgery of document issued by the administration in charge of Forestry.

Article 2: This suspension shall be lifted only after the litigation pending against the aforementioned company must have been settled. This entails:

- A stop to logging activities under this title;
- A non-issuance of secured document under this title and withdrawal of those already issued.

Article 3: The company's logging licence shall be finally withdrawn as of right, in the event the suspension is not lifted within a period of 6 (six) months, or in one of the following cases:

- Pursuing activities after the suspension decision;
- Committing a new offence within 12 (twelve) months following the previous offence that led to the suspension.

Article 4: The Director of Forestry, the Director for the Promotion and Processing of Forest Products, the Head of the National Control Brigade, the Regional Delegate of Forestry and Wildlife for the Center Region and the Divisional Delegate of Forestry and Wildlife for the Mbam and Kim Division, shall, each in their respective spheres, be responsible for the enforcement of this Decision, which shall be registered and published as and where necessary.

Yaoundé, 07 FEV 2024



Copie :

- MINFOF/DF-Pool SIGIF2/DPT/BNC/CJ
- DRFOF-Center
- DD MINFOF/Mbam and Kim
- PCFC/Yoko
- Concerned
- Chronos Files.